



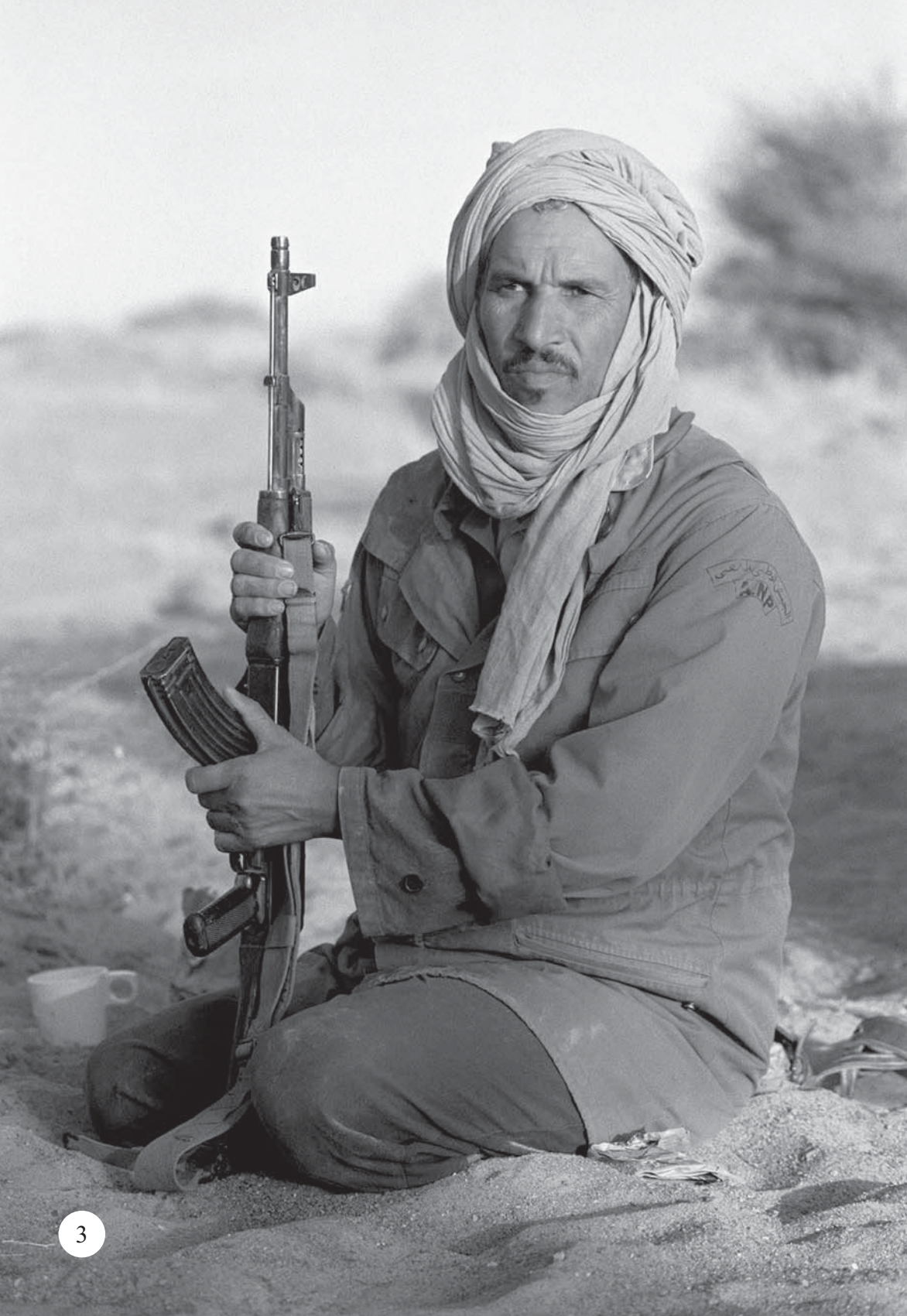
Os Estados nacionais entre o Maghreb e o Machrek – uma herança do colonialismo?



A black and white photograph of a crowded train carriage. The view is from the exterior, looking through the windows. Several passengers are visible, some looking out. A sign for 'Gonçalo Water Perrier' is visible on the right side of the carriage. The overall atmosphere is one of a busy, packed mode of public transport.

A Herança Colonial

le goûter to



La Décolonisation en suspens: états nationaux et nationalisme au Maghreb

René GALLISSOT

p 11-30

Le sens évènementiel de décolonisation est celui de séparation de la métropole. En Afrique du Nord, la colonisation était aussi de peuplement, et ce sont les sociétés coloniales qui se sont dissoutes, pour laisser place à des Etats nationaux soulevés par un nationalisme d'Etat qui pousse au plus haut l'affirmation identitaire. Cette décolonisation évènementielle et politique fut relativement rapide pour la Tunisie et le Maroc du fait de l'intensité et de la prolongation de la guerre française d'Algérie. La décolonisation économique se traduit par le retrait des intérêts, lié à la fin du peuplement colonial. A l'intérieur, les sociétés basculent des campagnes vers les villes à vitesse inégale ; les gouvernements s'engagent diversement dans l'étatisation économique. Le Maghreb entre dans l'âge du national-développementalisme par l'Etat, appliqué en Algérie, partiellement en Tunisie, renvoyé à l'opposition de gauche au Maroc.

Sur fond de régimes militaro-policiers comparables sous habillage spécifique, veillant à la perpétuation de leur pouvoir et de leurs places, les maîtres de l'Etat entretiennent le discours national-développementaliste ; mais leur action se limite à une gestion conjoncturelle pratiquant l'intéressement à l'Etat de la part bourgeoise de la société tout en s'employant et réussissant à éliminer toute alternative politique et sociale. Pour les masses de la prolétarianisation urbaine, une assistance ponctuelle tend à empêcher les mouvements sociaux sans pouvoir éviter les « émeutes » locales, circonscrites et réprimées, du moins jusqu'à aujourd'hui. Le syndicalisme et les oppositions restent enfermés dans la croyance au mirage du développement par l'Etat national. Au Maroc, au nom des femmes, la gauche est allée jusqu'à conjoindre sur les banderoles : « femmes et développement ».

Dans ces sociétés islamisées (et non pas islamistes), face aux impasses pour les déclassés y compris de bourgeoisie seconde et les jeunes, les diplômés-chômeurs et la masse urbaine tenue en ségrégation, l'usure du national-développementalisme fait place non sans connivence interne conservatrice, à l'expansion idéologique de l'islamisme en mal de prendre la direction de l'Etat. Pour l'opposition de gauche et le populisme marxisant, pour des masses jeunes pour qui la religion redevient l'espoir des désespérés quels que soient les rêves transnationaux et panislamistes, pour un peuple sorti de la colonisation qui s'identifie à son être-paraître musulman, presque comme

la dernière croyance commune, l'Etat national reste indépassable laissant la chance du Maghreb, impossible.

La thèse est ici que cette clôture est le legs de colonisation. Au Maghreb comme ailleurs, ce qui caractérise la colonisation, c'est de tenir la société colonisée dans l'enfermement communautaire et pluri-communautaire sinon de division ethnique, en contraignant sous un statut ségrégué, l'accès au droit civil et évidemment à une réelle citoyenneté sociale et politique. En Afrique du Nord, cette ségrégation s'est instituée sous droit musulman. Le mouvement national s'est développé à l'intérieur de cette ligne de front, en l'intériorisant pour la retourner contre la puissance occupante et dominante. Sans négliger la paupérisation économique, le principal effet de la colonisation est ainsi de fermer l'évolution vers une société civile, au sens plein du mot, de société ni cléricale ni militaire, et vers l'exercice de la démocratie politique, à commencer par la liberté de pensée même en matière religieuse pour parler comme la Déclaration des droits de l'homme. Par « l'exode des Européens et des Juifs », il n'y a plus pour l'heure au Maghreb, que des nationaux musulmans. ; les codes de la citoyenneté-nationalité ont repris le code colonial du statut musulman (avec des réformes en Tunisie). En ce sens, la colonisation a gagné, dans la moyenne durée. C'est de l'intérieur que la décolonisation reste en suspens..

Décolonisation évènementielle politique et économique.

La réaction de défense du bastion de l'Afrique du Nord française a transformé la décolonisation en fuite en arrière coloniale face à la fuite en avant de l'insurrection algérienne.

La réaction finale en Tunisie et au Maroc.

Du Proche-Orient au Maghreb, ce qui appartient aux années 1947-1948, c'est l'idée de libération nationale par la préparation de la lutte armée, le passage à l'acte de la lutte d'indépendance. Pour inverser peut-être des penchants et des choix anciens, dans le monde arabe et musulman, une sensibilité populaire répond, au Maghreb, à l'exaltation de la Résistance nationale contre le fascisme en Grèce, en Italie, en France et à la reprise de la lutte anti-coloniale en Indochine et en Extrême Orient, en Indonésie. Les modèles d'organisation et les formules sont là, ceux de Fronts et d'armées de libération nationale. La préparation est clandestine dans une organisation cloisonnée sur le schéma du triangle, en préservant les caches, en utilisant les faux papiers et les noms de combat, en cherchant l'information par des entrées à l'intérieur des organes d'Etat par des connaissances et des parents. L'activisme met en place des réseaux de l'ombre faits de quelques noyaux, fragiles, intermittents mais recommencés. De là, la répétition des lieux (régions et quartiers), des familles, et les liens de camaraderie depuis l'enfance et l'école, la médersa ou le collège, les étapes migratoires et de travail, et aussi les séjours en prison. Les minorités culturelles sont très présentes, avec des pratiques d'entre-soi.

Mais que l'on ne s'y trompe pas ; à l'époque, la lutte se fait sous le signe de l'arabisme. Pour le Maroc et l'Algérie, cela nous donnera le paradoxe berbère. Les régions de base et d'implantation se situent dans les régions montagnardes d'émigration et donc aussi dans les quartiers urbains d'immigration venant du Sous, du Rif, du Moyen Atlas, de Kabylie, du Mzab, de l'Aurès. Pour la Tunisie les gens du sud de Gafsa à Gabès et aux îles, forment

les classes populaires de Tunis à côté des segments de bourgeoisie des cités provinciales qui forment la périphérie de la bourgeoisie citadine tunisoise.

C'est sous l'égide de la Ligue arabe que se tient au Caire, le Congrès du Maghreb arabe du 15 au 22 février 1947. L'idée d'une Armée de libération du Maghreb est mise sur le papier ; la coordination est en principe confiée au Bureau de liaison et d'information du Maghreb et de Palestine. En effet, la Ligue arabe réunit des Etats reconnus et ce sont les représentants des Etats qui interviennent ; le Bureau créé a donc en charge les régions qui n'ont pas d'Etat indépendant ; ce sont les mouvements nationaux qui sont censés être représentés à travers les partis. L'attention première va à la question palestinienne plus qu'à l'Afrique du Nord que l'arabisme d'Orient situe à la marge. Un double établissement du Bureau est prévu à Damas et au Caire ; en fait, tout se passe au Caire sous l'œil des Services égyptiens et sous le contrôle sinon l'initiative des autorités égyptiennes, surtout après 1952. Huit jeunes militants maghrébins sont envoyés en stage en 1948 à l'Académie royale militaire de Bagdad ; c'est le noyau initial de cette Armée de libération du Maghreb. Cependant le Bureau du Maghreb est plus formel qu'actif.

En réalité, l'impulsion et la concertation émanent plus vivement d'Abd el Krim. À noter qu'aucun des partis nationalistes qui constituent donc le Bureau du Maghreb, n'a jamais demandé la libération d'Abd el Krim ; échappé en 1947, celui-ci s'est installé au Caire en dehors d'eux. C'est lui qui relance le projet d'Armée de libération du Maghreb et guide les jeunes activistes qui sont les envoyés en mission chargés d'établir les noyaux armés d'entraînement et les réseaux fort tenus de petits groupes de partisans maquisards en montagne et de cellules clandestines dans les quartiers des villes migratoires. Les points d'implantation sont près de Tétouan, sous bon vouloir et surveillance espagnole, à Nador et à Oujda pour le passage vers l'Algérie et les liaisons avec les résistants des montagnes atlasiques. Ces bases seront aussi celles de l'armée de libération algérienne. Mais cette mise en place s'effectue très lentement ; elle devient chichement opératoire en 1953 pour être principalement agissante en 1955-56.

Au Caire, les demandes ou les perspectives des partis du Maghreb s'annulent facilement entre elles, sans compter le jeu des responsables égyptiens. La représentation marocaine est partagée entre quatre partis, deux pour la zone Nord, deux pour la zone Sud, ce qui veut dire des partis rivaux portés par les familles bourgeoises de Tétouan et Tanger en second, de Fès principalement et de Salé-Rabat en mineur. Le souci de placement dans l'Etat à venir, l'emporte sur l'activisme, s'il ne le contredit. Les mouvements nationaux, tunisien et algérien, se présentent déjà comme des partis uniques. Si la représentation néo-destourienne peut effacer l'ancien destour, elle est emportée par la marche à l'étoile du leadership d'Habib Bourguiba ; quand celui-ci s'éloigne de Tunis pour Le Caire, c'est peut-être aussi pour retrouver l'oreille du représentant des Etats-Unis Doolittle qui l'avait protégé à Tunis alors qu'il y était consul. H. Bourguiba est tenu pour pro-occidental quand le Secrétaire général du Néo-Destour qui a bien plus la maîtrise de l'organisation, est Salah Ben Youssef qui passe donc pour le porteur de l'arabisme. Les options sont des coups de force internes et des recherches de renforts, y compris dans le syndicalisme de la toute nouvelle UGTT.

La représentation algérienne est celle unique du « Parti » MTLD-PPA, mais c'est le mouvement messaliste qui est divisé, partagé entre courants notamment derrière Lamine Debaghine ; et les tous jeunes délégués qui sont dits permanents ne peuvent l'être, car la délégation change pour une présence au Caire plus ou moins continue. Mohamed Khider

et Hocine Aïth Ahmed qui deviennent beaux-frères, sont au Caire en 1951 ; Ahmed Ben Bella est présent en 1953 où il commence en quelque sorte son arabisation. Comme en dehors des déclarations d'unanimité, le Bureau ne peut être le centre d'initiative, c'est l'action parallèle qui conduit à la voie armée insurrectionnelle.

A partir de l'été 1953, A. Ben Bella se transporte en Libye et couvre tant bien que mal l'Est maghrébin tuniso-algérien ; les armes passent par le sud saharien pour le soulèvement des fellaghas qui, en se réclamant de l'arabisme de la libération armée pour les partisans de Salah Ben Youssef, est aussi une opposition insurrectionnelle aux négociations d'autonomie puis d'interdépendance conduites par H. Bourguiba. En 1954, ce fellaghisme qui se transforme en soulèvement autonome contre la France mobilise de l'ordre de 4000 combattants largement soutenus à l'intérieur du pays, du Sud au Cap Bon. Plus vivement Mohamed Boudiaf pousse les préparatifs depuis Madrid et fait des tournées en Zone Nord du Maroc où sont les dépôts d'armes (Nador) et les centres d'entraînement (près de Tétouan) en liaison avec les passages et les caches par Oujda et les bases militaires de Khémisset et Kénitra où font nombre les déserteurs de l'armée française.

Ces clandestins ne savent pas forcément qu'ils constituent l'Armée de libération du Maghreb, d'autant que le nom veut dire aussi bien l'ensemble de l'Afrique du Nord que Maroc seulement ; mais c'est sous cet emblème que les décisions sont prises et les ordres et communiqués rédigés. Il s'agit bien de préparation d'une insurrection armée, après le massacre du 10 décembre 1952 à la Bourse du travail de Casablanca puis la destitution du Sultan en août 1953. Le renforcement de groupes secrets marocains (Main noire puis Croissant noir), soutient une action de résistance par attentats et attaques surprises. Un plan d'action envisagé dès 1952 est confirmé dans une rencontre à Madrid. À la suite d'une tournée de M. Boudiaf, la coordination des réseaux et des premiers maquis est renforcée début octobre 1953. S'il n'y avait pas cette préparation par l'Armée de libération dont il ne faut pas toutefois surfaire la continuité et la densité, on ne pourrait comprendre que la décision du CRUA en mars 1954 de passer à l'acte en Algérie, précède l'échec français de Dien Bien Phu en mai, qui accélère certes la mise en mouvement. Celle-ci n'en appartient pas moins à une fuite en avant insurrectionnelle dans la crise du MTLD.

Pour garantir les passages d'armes et de réfugiés en Zone Nord, Abdelkebir El Fassi, l'homme de confiance et d'organisation de l'Istiqlal, passe un accord avec le général Valino, Haut Commissaire espagnol, qui en contrepartie demande à être tenu au courant des préparatifs d'insurrection. Mohamed Boudiaf revient à plusieurs reprises resserrer la coordination (août 1954, puis fin 1954 et début 1955). En partie cette armée est algérienne et constitue la réserve et la relève de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, principalement avec les camps d'entraînement d'anciens de l'armée française sous le commandement de Nadir Bouzar ; lui-même fut capitaine de l'armée française. Quand les armes sont débarquées et réparties à partir de Nador, elles sont partagées entre groupes algériens et marocains, et destinées soit à passer la frontière pour les maquisards algériens, soit aux maquis du Rif et du Moyen Atlas. L'action de groupes marocains est répétée depuis août 1953 (Oujda), et prolongée par les attentats principalement à Casablanca ; Mohammed Zerkouni meurt le 18 juin 1954. La répression coloniale s'intensifie au Maroc, puis après coup, en Algérie.

En 1955, pour des bases marocaines de maquis en montagne et jusqu'au Sahara et des groupes partisans clandestins en ville, et pour une Armée de libération algérienne en difficulté de liaison entre les villes littorales et les maquis de l'intérieur, l'Armée de libération du

Maghreb n'est plus que formelle. Des préparatifs insurrectionnels sont cependant relancés au Moyen Atlas et au Tadla, et plus intensément dans l'Est algérien après la mort de Didouche Mourad ; au printemps de 1955, l'isolement grandit aux limites de la cassure. C'est pour conjurer cette menace qu'est envisagée, lors du passage de M.Boudiaf au Maroc semble-t-il, une offensive commune. Les partisans marocains proposaient le 18 juin 1955, date anniversaire de la mort de M.Zerkouni, mais c'était trop tôt. Dans une réunion à cinq à Madrid (Abdelkebir El Fassi, Abdelkrim Khatib et Abderrahman Youssoufi côté marocain, et A.Ben Bella et M.Boudiaf, côté algérien), l'accord se porte sur une autre date anniversaire pour lui donner une signification maghrébine, celle du 2^e anniversaire de la destitution du Sultan. Le 20 août 1955, l'action de Zighout Youssef peut apparaître isolée dans le Constantinien ; elle marque effectivement le passage de relais des coups montés en ville et d'une action clandestine citadine, à une lutte intérieure et rurale ou plutôt montagnarde, mais elle signale aussi la fin de l'Armée de libération du Maghreb.

Deux tentatives insurrectionnelles marocaines auront lieu en octobre 1955 tant dans le Rif que dans le Moyen Atlas. Les attaques seront relancées en janvier-février 1956. Mais à cette date, les négociations engagées ou acceptées par les nationalistes, s'accélèrent pour aboutir au traité du 16 mars 1956. Par la proclamation du Roi, la lutte de libération nationale est déclarée close. Certes les armes ne sont pas rendues et des attentats et règlements de comptes continuent. Les anciens résistants sont appelés à s'intégrer aux Forces Armées Royales, ce qui leur vaudra bien plus tard s'ils les demandent, leur carte et leur pension. L'armée royale est en fait composée pour l'essentiel des anciens régiments marocains de l'armée coloniale, dont le prince héritier Hassan reçoit le commandement. En ce sens les deux Armées de libération marocaine, celle du Rif et celle du Sud, écrasées en 1958 par l'Armée royale sous les ordres du Prince, sont bien les héritières de l'Armée de libération du Maghreb. L'activisme clandestin de préparation de l'insurrection armée aura ses continuités ou plutôt ses répétitions jusqu'en 1973, contre le régime d'Hassan II.

L'activisme de libération nationale qui prend les armes, se veut révolutionnaire par opposition au réformisme par marche graduelle des leaders et notables de partis. Certes la doctrine est courte pour cette pensée unique de la libération nationale. Elle se superpose, quelquefois fait appel, et souvent s'identifie à l'eschatologie religieuse qui attend le retour de la justice ; la morale plébéienne emprunte à la piété religieuse. Comme dans toute guerre et devant la mort, les invocations sont celles des gestes et des formules coraniques. La phénoménologie anthropologique coloniale et sa version sensitive post-coloniale ne voient que la permanence du religieux ou le retour du refoulé. Cet activisme n'en est pas moins un populisme d'émancipation ; libération nationale veut dire soulèvement d'un peuple opprimé, et peuple a son sens social qui exprime la violence subie de la misère et de l'exploitation. La perspective d'indépendance est aussi espérance de justice sociale ; c'est ce qui se résume dans le mot de Révolution. Les perdants ont aussi une histoire. La lutte nationale algérienne de libération s'est retrouvée seule en résistance armée sur la voie de l'indépendance.

La décolonisation négociée pour la Tunisie et le Maroc.

En Tunisie, c'est fort du succès des négociations de Genève qui mettent fin à la guerre française d'Indochine en recouvrant le traumatisme de Dien Bien Phu, que P.Mendès-France prend l'initiative de tourner le blocage colonial. Il ressaisit la proposition euphémisante

d'H.Bourguiba d'autonomie interne, par le fameux discours de Carthage de la fin juillet 1954 : « Nous sommes prêts à transférer à des personnes et à des institutions tunisiennes l'exercice interne de la souveraineté. ». Le Rassemblement français s'empolte dans une dernière campagne de protestation. Sous « la pression du pays réel » et celle du conflit au sein du Néo-Destour, H.Bourguiba est obligé de renouveler les formules pour ne pas dire indépendance ; l'autonomie interne n'est qu'une étape « dans la voie qui mène à la restauration complète de la souveraineté de la Tunisie ». Les négociations sont serrées pour reculer la reconnaissance de l'indépendance en inventant des étapes. Profitant des avancées, H.Bourguiba fait un retour triomphal de Paris dans la rue de Tunis, le 1^{er} juin 1955 ; la mise en scène du cavalier remontant l'avenue de France et la ferveur patriotique des foules qui entendent mêler toutes les classes, portent l'identification au guide de la nation. Le *Zaïm* l'empolte sur la rébellion yousséfiste. Les conventions signées le 3 juin 1955 abolissent la Convention de la Marsa de 1883 qui établissaient la prépondérance exécutive et administrative française, mais elles laissent subsister la souveraineté française fixée par le traité du Bardo de 1881. Les juristes s'en donnent à cœur joie ; ils en sont à la co-souveraineté dans le respect mutuel et la coopération librement consentie. Les décrets beylicaux organisent en effet une autonomie interne complète ; dans ce pays où les enfants de la bourgeoisie et les hommes politiques pratiquent le bilinguisme, l'arabe est proclamé langue nationale et officielle, mais le français n'est pas considéré comme langue étrangère. Le Haut Commissaire et non plus le Résident général est chargé de protéger les intérêts des ressortissants français.

Comme après les élections de janvier 1956 en France, les négociations mettant fin au Protectorat au Maroc avancent plus vite et reconnaissent l'indépendance en février 1956 avant même la signature des accords, il n'est plus guère possible de faire moins pour la Tunisie ; l'astuce ou le tour de passe-passe est cependant trouvé, en disant (protocole du 20 mars 1956) : « indépendance dans l'interdépendance librement consentie ». En fait de 1956 à 1958, les négociations ne cessent pas pour définir les conventions de coopération. Si la voie négociée est tortueuse et faite de notions controuvées, c'est qu'elle a fort à faire pour dénouer le lien de domination politique qu'est la colonisation et l'attachement des intérêts coloniaux à l'Afrique du Nord. Nous sommes loin du choix populiste insurrectionnel qui parle Révolution et fait peur socialement. Ce qui est possible avec les interlocuteurs « valables » du Néo-Destour, ne l'est pas avec le mouvement insurrectionnel plébéen algérien.

Pour le Maroc, le renversement de politique française ne peut être que plus spectaculaire, car celle-ci était allée à des extrémités ultra-coloniales, mais la connivence est plus largement acquise. Le gouvernement Mendès-France avait laissé cette révision en suspens. Son successeur Edgar Faure n'ignore pas les ressorts de la question marocaine ; dans la revue qu'elle dirige *La Nef*, sa femme Lucie Faure a publié au début de 1954 un numéro approfondi sur la crise des Protectorats. Comme pour les accords tunisiens, E.Faure se livre à la prestidigitation, mais les choses pressent devant les troubles violents, ce que l'on appelle terrorisme et contre-terrorisme, sans compter les revirements dans le camp du Glaoui pour finir par le sien propre. L'opération dite d'ouverture ou de dégel commence mal avec des manifestations tonitruantes de protestation coloniale contre le nouveau Résident général G.Granval accusé de libéralisme et de gaullisme, d'être un bradeur d'empire et un homme de gauche. Il propose en effet de tenir table ronde avec toutes les parties dont les nationalistes ; ce qui se passera à Aix les Bains en août 1955. Concession

d'apparence, Edgar Faure trouve un bel homme de bonne droite, le général Boyer de La Tour pour remplacer Gilbert Granval chargé de tous les péchés. Guy Mollet croira que c'est de bonne méthode en février 1956 à Alger, mais sans prévoir la suite. La tension est forte et se cristallise sur le retour du sultan. En son aveuglement, la réaction coloniale a livré la clef pour prévenir le pire et permettre le salut qui passe en premier, des intérêts que l'on dit français. Antoine Pinay qui est tout exprès ministre des Affaires étrangères, sans avaler son chapeau, se rend en septembre 1955 à Antsirabé auprès du sultan en exil ; c'est faire valoir qu'il est le vrai sultan. Mohammed Ben Youssef donne son aval pour la constitution d'un gouvernement marocain chargé de négocier des accords qui conduisent « notre pays au statut d'Etat moderne, libre et souverain, uni à la France par des liens permanents d'interdépendance librement consentis ».

Le retrait de Ben Arafa n'arrête pas la mobilisation de la résistance armée qui réclame le retour du sultan, refuse un Conseil de Régence, et défie les dirigeants de l'Istiqlal qui négocient par table ronde. Mohammed Ben Youssef est ramené d'exil avec précipitation, pour signer, la Déclaration de la Celle-Saint Cloud le 5 novembre 1955 qui charge le gouvernement marocain de transition de conduire avec la France des « négociations destinées à faire accéder le Maroc au statut d'Etat indépendant uni à la France par des liens d'une interdépendance librement consentie et définie ». À son retour triomphal à Rabat, l'ancien sultan est acclamé comme roi. Il forme un gouvernement de 21 membres dont 9 ministres venant de l'Istiqlal. S'appuyant en partie sur l'Istiqlal et fort du mouvement populaire, il peut imposer que la reconnaissance de l'indépendance précède les négociations des accords d'interdépendance par la Déclaration du 2 mars 1956, parallèlement donc aux accords avec la Tunisie. Le même gouvernement français de Front républicain fait approuver l'usage des pouvoirs spéciaux en Algérie par un vote du 12 mars, communistes compris. Décidément la lutte algérienne de libération est sur une autre voie ; il faudra six années, presque jour pour jour, pour arriver aux accords d'Evian qui annoncent l'indépendance de l'Algérie.

La différence de classes : populisme activiste et nationalisme de bourgeoisie patrimoniale.

La différence entre la décolonisation formelle tortueusement acquise par la négociation pour le Maroc et la Tunisie, et la sacrificielle guerre d'indépendance algérienne tient certes à l'importance plus ancienne et plus nombreuse de la société coloniale, et à ses attachements réels et fantasmatiques à l'Algérie française, pour avoir majoritairement mais tout historiquement, tourné le dos à l'Algérie algérienne. Dans le trouble de la guerre, la passion de propriété nationale française de la terre sacralisée de l'Algérie pour ceux-mêmes qui n'ont pas de terres, gagne à gauche. La discrimination du racisme colonial avoue de plus en plus qu'elle est fondée sur la différence d'origine par le sang puisqu'elle dit souche, en distinguant les Français de souche nord-africaine et les Français de souche que sont les « patriés » de l'immigration coloniale. Il ne reste que des militants chrétiens sociaux et progressistes laïcs, et des communistes-témoins, pour être fidèles à l'espérance de l'Algérie algérienne. Celle-ci n'a fait que de se réduire depuis 1936 et 1945, dans le mouvement national même, parmi les dirigeants comme parmi les militants, y compris dans le syndicalisme. Comme la colonisation l'a voulu, le communautarisme musulman est demeuré.

Mais la différence entre la décolonisation marocaine et tunisienne et la guerre algérienne est aussi sociale, et donc dans la nature sociale du mouvement national, de classes donc, ce qui ne veut pas dire que les classes sociales soient explicitement constituées. Tout au contraire, c'est le déclassement qui l'emporte. Par delà d'anciennes grandes familles redistribuées par les pouvoirs coloniaux et sauf élévation de faveurs et de parvenus, des familles de bourgeoisie sont disqualifiées, de toute façon économiquement subordonnées aux intérêts du commerce colonial. Plus massivement, des petites bourgeoisies citadines en difficulté, sont en mal de promotion par l'école, les professions libérales et les fonctions d'Etat. La colonisation a généralisé, à vitesse inégale, la déperdition du monde rural et montagnard, celle interne des « paysans dépaysannés » (Bourdieu-Sayad), et celle qui porte les migrations de subsistance et de travail. C'est pourquoi le mouvement national algérien peut être plus valablement qualifié de plébéien. A divers degrés, les bourgeoisies savent bien que le nationalisme et l'indépendance nationale sont le moyen de répondre au déclassement économique par le reclassement politique, c'est à-dire par l'Etat et dans l'Etat. Pour le populisme plébéien et du déclassement de masse, la libération nationale doit contenir une révolution sociale, du moins répondre à l'espérance de justice sociale égalitaire. Dans le mouvement de libération au Maroc et en Tunisie, la différenciation sociale est particulièrement nette entre les directions des partis nationalistes et les porteurs de l'activisme insurrectionnel de la voie révolutionnaire.

Pour le Maroc, des recherches récentes permettent de comparer les raisons sociales des dirigeants nationalistes et des cadres activistes. Les dirigeants de l'Istiqlal et du Parti démocratique de l'Indépendance apparaissent comme des notables de bonnes familles, qui s'éloignent de leur jeunesse étudiante : les deux tiers sont passés par l'enseignement supérieur et plus de 80% ont suivi des études secondaires ; c'est dire leur antécédence de « capital familial » pour l'exception de Mehdi Ben Barka toujours citée. Par contre, plus du tiers des dirigeants activistes dont le passé est connu, n'ont pas été au delà de l'école coranique ; si un quart a touché du secondaire, c'est pour une part à travers les medersas. Il y a un petit nombre d'étudiants en rupture d'études supérieures ; c'est que les activistes sont majoritairement jeunes ; près des deux tiers ont moins de trente ans. Dans les partis, c'est l'inverse, sans être très âgés, les trois quarts des dirigeants ont plus de trente ans. La différence sociale se trouve encore plus fortement exprimée par l'opposition entre appartenance familiale de notabilité citadine et migrations par les chantiers pour aboutir à Casablanca. Les dirigeants des partis nationalistes croisent un petit nombre de familles des cités palatiales et maghzeniennes, de ces cités où les familles bourgeoises et propriétaires foncières, se prennent pour une aristocratie. À plus de 90%, ces dirigeants sont originaires des 5 villes sultaniennes : Marrakech, Meknès, Rabat-Salé et plus encore de Fès qui compte pour 40%. Moins de 3% ont des origines rurales ; aucun ne vient de Casablanca.

Pour les jeunes activistes, c'est le contraire : les trois quarts sont de Casablanca à l'heure de leur engagement, mais plus de 60% sont issus de milieux ruraux ; cinq responsables seulement, c'est l'exception, sont censés appartenir à des familles aisées. Plus du tiers de ces cadres de la Résistance armée sont de petits commerçants et plus encore (plus de 37%) sont des manuels, en regroupant à part égale des artisans et des ouvriers. Intellectuels et lettrés des partis nationalistes passent pour des élites non sans susciter la défiance anti-intellectualiste et anti-bourgeoise qui sera si vive et si mortelle dans les maquis algériens. Au point de départ, nous retrouvons les régions montagnardes, à l'arrivée les quartiers

nord de Casablanca après passage par les chantiers et le syndicalisme de la CGT ; ainsi cette réserve importante que constitue le Tadla, région d'agitation communiste, le Rif, le Moyen Atlas, bref les régions montagnardes et les oasis qui donnent des migrants, les travailleurs des mines et des chantiers, les réseaux commerçants et ouvriers en ville. La Résistance à Casablanca est portée par les commerçants du Sous. Deux conditions donnent des intermédiaires entre cadres ou groupes activistes, et bases et encadrement des partis : les commerçants en effet, et aussi les médersiens qui relèvent de la promotion par l'école et bien souvent par l'internat.

En relevant du déclassement et de la volonté de reclassement, l'activisme populiste est volontarisme social et radicalisme de l'immédiateté politique, sinon de l'action directe parce qu'il est sociologiquement populaire. Nous retrouvons le paradoxe berbère des régions, et le fait minoritaire. Ces lignes de force jouent plus vivement dans le choix insurrectionnel algérien et dans la relève des combattants à travers la guerre, remontant du militantisme de la migration urbaine, aux sources de tout jeunes maquisards en rupture d'école mais non pas de moralisme religieux plébéien, sans parler ici de la petite intelligentsia de l'encadrement aux frontières dont l'école est militaire.

En Tunisie, la présence minoritaire est différente et apparemment faible, encore qu'il y ait à creuser du côté de la participation de l'intelligentsia et du commerce ibadite, l'accueil des étudiants venant du Mzab et leur passage à la Zitouna de Tunis et dans les associations et groupes formateurs dès avant et après 1914. On pourrait même parler d'antécédence des Djerbiens dans cette contribution politique et syndicale. Mais alors il faudrait ajouter la part prise par les Kerkéniens dans le mouvement syndical, et par les migrants montant de Gabès et des bourgs oasiens. La première migration est souvent, au Sud, celle du travail dans les mines qui attirait aussi les migrants des oasis algériennes et marocaines pour l'emploi dans les mines et pour le commerce. Du temps de l'Afrique du Nord française, les frontières n'existaient pas, du moins se traversaient sans arrêts avant les fermetures de la guerre d'Algérie et le contrôle des Etats nationaux. Des Figuiquiens et des Rifains sont installés dans la région minière après avoir suivi la construction de la ligne de chemin de fer des phosphates ; le Bône-Guelma conduisait à Gafsa et à Sfax ; les idées et les exemples de militantisme circulaient. Traversant ces réseaux communautaires, la CGT devenait la seule organisation supra-ethnique ; il y a de l'anarcho-syndicalisme dans la distance ouvrière du Sud par rapport au parti nationaliste et particulièrement au Néo-Destour, et parfois en son sein. Mais les récurrences d'insoumission du sud tunisien, la mobilisation dans l'action de masse, son fellaghisme reposent sur des disponibilités plus larges.

On a trop tendance à chercher l'explication dans des divergences religieuses, des logiques confrériques, et les attentes qui transporterait le mahdisme vers le grand soir de la Révolution nationale. C'est oublier que le sud migratoire et syndicaliste est présent à Tunis qui est la Tunisie, dans les liens de la chaîne familiale entre les oasis et les quartiers d'intégration de l'immigration. La bourgeoisie citadine en son endogamie d'héritage beylical ou ses alliances matrimoniales avantageuses aussi bien pour les familles ottomanes que semi-turques, que juives ou par ordre d'ancienneté, ordonne l'ethnisation de la ville qui vaut bien l'ethnisation du centre colonial et des quartiers siciliens ou maltais. Non seulement les prolétaires et les sous-prolétaires qui restent des étrangers de la ville, ces *berrani* ou ces mélangés des bas quartiers, mais les antennes de toutes les villes provinciales se logent à Tunis. En Tunisie, alors que Tunis-Carthage-La Marsa (TGM

par La Goulette) mange la Tunisie, le centralisme est capital et extrême et extrêmement susceptible, parce qu'il est le fruit de ce partage de la capitale et de la centralisation politique dans la formation et le succès du mouvement néo-destourien comme dans son incarnation par le Combattant suprême auto-proclamé. Chaque segment de bourgeoisie a sa part à Tunis ou dans l'assise partagée entre les Unions commerciales, les mutuelles et la centrale nationale que fut l'UGTT. Aussi peut-on distinguer la bourgeoisie de l'olivier, celle de Sfax, Sousse et du Sahel (Monastir) pour mieux se complaire ensuite dans la confusion des classes moyennes. Elles concourent en effet au jacobinisme néo-destourien qui prendra le nom de socialisme destourien, après l'indépendance algérienne.

Ces bourgeoisies de moindres familles locales ont eu la chance de la scolarisation bilingue ; les internats et l'hébergement dans la parenté conduisent au Collège Sadiki près de la Kasbah de Tunis ou au Lycée Carnot qui n'est pas loin de la place de France. Plus encore l'école fait entrer dans les professions libérales moins par la faculté de médecine plus favorable aux héritiers de bonnes familles qui demeurent plus vieux Destour sinon SFIO française, que par la Faculté de Droit qui fait des avocats, des notables politiques. Il y a un paradoxe tunisien, provincial et tunisois : alors que les fonctions publiques restent subalternes pour les Tunisiens discriminés, ces candidats politiques nationalistes mettent en premier le combat pour la fonction publique tunisienne. Ils entraînent les manifestations contre le parrain de la prépondérance coloniale, le patron des fonctionnaires français Antoine Colonna, jusqu'à la fin. Par cette promotion d'intelligentsia civile, qui offre des interlocuteurs qui paraissent leur ressembler, aux partis politiques et hommes de gouvernement en France, le mouvement national en Tunisie et son parti et son leader monopolisateur pouvaient répondre à la décolonisation négociée.

On comprend qu'en Tunisie, par la beauté de l'exemple qui tient aussi au modèle réduit de Tunis qui est un microcosme, l'indépendance soit souverainement un placement dans l'Etat. La raison sociale renvoie à sa perte d'abord puis à la périphérie ou à la marge, la voie populiste d'agitation et de mobilisation avant que les islamistes ne la reprennent, après usure du nationalisme républicain. Si la lutte de libération nationale algérienne se poursuit dans sa singularité après 1956, c'est qu'aux raisons de classe et de reclassement qui ont permis, par à-coups, la décolonisation de souveraineté politique au Maroc et en Tunisie, s'ajoute l'aveuglement du nationalisme français qui ne se voit plus comme un grand-nationalisme que par la propriété de l'Algérie. Sur la carte de France des écoles par Vidal de La Blache, qui remonte déjà la Corse au creux de l'hexagone, il fallait en outre incorporer l'Algérie jusque dans ses dimensions sahariennes. Il a fallu toutes ces années de crimes de guerre pour que la nationalité algérienne soit arrachée au nationalisme français. La durée de la guerre d'indépendance, l'expédition de Suez, le retour de mai 1956, la marche à reculons du général De Gaulle relèvent principalement de ce nœud qui appartient à l'idéologie nationale française.

Suez et la fin du Maghreb des peuples.

Contrairement à ce qui est souvent dit, la campagne en France et les élections dites de Front Républicain du 2 janvier 1956 ne portent pas essentiellement sur l'Algérie. Pour tenter le front uni avec les socialistes, vainement, le parti communiste met en retrait le mot d'ordre d'indépendance de l'Algérie, toujours conçue dans la fraternité des races et l'Union avec la France ; c'est après qu'il passera à l'idée de fait national algérien. En

effet il ne veut pas heurter de front la formule socialiste d'esquive qui s'en tient à parler de « personnalité algérienne ». Or précisément cette notion flottante a pour fonction de ne pas reconnaître une nationalité algérienne ; ce serait porter atteinte à la mythologie républicaine que l'Algérie fait partie de la France. Le Front républicain est une tentative de troisième force par des alliances politiques centristes ; les questions fiscales sont au centre de la campagne et font le succès de la poussée du mouvement poujadiste. Ce sont les poujadistes et les agités de l'extrême droite des Fac. de droit avec J.M. Le Pen, qui font référence à l'Algérie française ; leur rôle est d'exploiter les tendances les plus traditionalistes et racistes des droites coloniales et militaristes. C'est précisément devant le nationalisme colonial que cède Guy Mollet au 6 février d'Alger. Cependant les négociations sur le Maroc et sur la Tunisie sont conclues. Le projet de voyage de Guy Mollet à Moscou vaut l'approbation communiste des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, au titre de la distinction prononcée par Maurice Thorez entre la « partie », algérienne, et « le tout », de stratégie internationale soviétique.

C'est après que les choses s'aggravent par le maintien et le rappel de contingents, par le retour à l'atlantisme et à la politique coloniale de force du Ministre-Résident socialiste Lacoste. La machine de guerre fonctionne telle que les guerres coloniales et l'Indochine l'ont conditionnée, alliant le machisme raciste jusqu'à la torture et l'action qui se croit psychologique. L'armée est la pierre de touche de la nation, en douter relève de la trahison. La doctrine militaire et celle des stratèges de la diplomatie recyclent la vieille obsession du complot contre la France que porte la conjonction du communisme et de l'arabisme. Le panarabisme passe avant l'Islam, car, à ce moment là, il s'incarne dans Nasser. La gauche elle-même le dénonce comme un fascisme de coup d'Etat sinon la réincarnation d'Hitler. La fuite en avant de cette mobilisation nationaliste française, c'est de prétendre ou plutôt vouloir le faire croire, arrêter la guerre d'Algérie en frappant à la tête en Egypte qui vient de nationaliser le canal de Suez. L'opinion française est traversée par les secousses de l'été 1956, des images sanglantes d'Algérie et l'écho du délire anti-arabe des villes coloniales, les crises du communisme soviétique et les déchaînements anti-communistes dans les rues de Paris, le chantage à la mise en péril de l'Etat d'Israël. Les intérêts de la Compagnie de Suez ne viennent pas en premier et ont bien d'autres moyens de salut. Pour ne pas être en reste en démonstration nationaliste, un gouvernement socialiste en France se joint au gouvernement conservateur de Grande-Bretagne et au militarisme israélien qui s'empare du Sinaï, dans une expédition de politique de la canonniers et de guerre froide si anachronique qu'en dépit de Budapest, les USA et l'URSS arrêtent l'intervention après six jours.

Déjà le 22 octobre, la capture en vol par l'aviation militaire française d'Algérie, des leaders du FLN qui gagnaient Tunis dans un avion marocain, non seulement rend ridicules les contacts socialistes avec les nationalistes algériens, mais montre que les partisans d'une solution de force en Algérie, officiers, ministre-résident et ministre de la Défense, peuvent agir en prenant de cours le pouvoir civil et les responsables gouvernementaux. En matière de jusqu'au-boutisme de parade nationale, ceux qui ne pratiquent que la surenchère politicienne, se font dépasser. Dans le triple concours patriotique de défense de la France en Algérie, l'armée des guerres coloniales perdues prend le dessus, en avant du tintamarre du peuplement colonial, et somme toute réduit autant dire à l'impuissance les velléités en sous-main de décolonisation par les gouvernements de la IV^e République.

Alors que le Congrès de la Soummam en août semble traduire l'isolement de la lutte armée algérienne, la direction de la Résistance à Alger, Ramdan Abbane et plus encore Larbi Ben Mehidi tirent de la déroute de Suez, l'idée que l'action militaire peut à Alger créer une situation à la Dien Bien Phu pour faire surgir le dénouement politique. La Bataille d'Alger aura le résultat inverse ; l'armée française gagne la maîtrise de la guerre, des villes du moins dans un premier temps, et les chances de règlement par le pouvoir politique français deviennent nulles. Avant la Bataille d'Alger, l'armée avait sa propre logique et conduite coloniale, distincte de l'appropriation et de la domination directe du colonat civil. Deux racismes sont repérables, celui de la virilité, et paternaliste à l'armée, celui colonial civil du mépris des indigènes, de l'arabe qui s'écrit au singulier encore dans *L'Étranger* de Camus, mais Camus reconnaîtra leur humanité. La Bataille d'Alger prépare la rencontre de ces modes de réflexes qui porteront les retrouvailles du Forum d'Alger en Mai 1958, et donneront sa part de militaires à l'OAS. Sans l'armée qui appartient à la métropole, la colonie n'a plus d'instrument d'existence. La durée de la guerre et la singularité donc de l'indépendance retardée sont aussi là.

L'attentat au bazooka en janvier 1957 montre qu'une partie de l'armée prend fait et cause pour la réaction coloniale qui conserve des doutes sur Salan, entre autres. L'année 1957 sera terrible par la traque dans les vieux quartiers, les enlèvements, les disparitions, les internements dans les camps. L'acharnement s'exerce sur les nationalistes algériens fichés ou indistinctement sur des suspects imaginaires, sur des syndicalistes (UGTA d'Idir Aïssat) et sur les communistes restants, pour mieux se persuader que cette action redoublée s'attaque à la subversion révolutionnaire. Pour se battre, l'armée doit se donner des raisons de se jeter dans la sale besogne jusqu'à prétendre que tous les moyens sont bons. Le corps militaire s'associe de plus en plus largement à la société coloniale en transfert de peur sur l'exercice de la puissance militaire et les paras qui roulent les mécaniques, et pas seulement les mécaniques.

Cet écrasement du FLN en ville et le blocage de la Résistance intérieure reportent le FLN de l'extérieur vers l'action diplomatique. Ce recours international pèse sur la politique française et finit par l'immobiliser ; le nationalisme français se refuse à passer par l'ONU. Les gouvernements de Paris sont à la recherche d'une sorte de loi-cadre qui serait octroyée ; l'offre des bons-offices des Etats-Unis est peut-être acceptable comme le soutiennent Bourguiba et le Roi du Maroc. En son autonomisme de décision, mais non sans avoir des répondants d'une action de force, l'armée française d'Algérie intervient à nouveau. Au nom du vieux « droit de suite » des conquêtes coloniales, le bombardement de Sakiet Sidi Youssef en Tunisie (février 1958) coupe court aux dernières velléités du gouvernement de Félix Gaillard. Les gouvernements de la IV^e République ne peuvent supporter l'internationalisation de la question algérienne d'autant qu'ils sont incapables de passer outre en assumant une politique de décolonisation qui soit aussi drapée dans le drapeau français que la colonisation ; ils sont prêts à passer la main. La scène est vide pour le 13 mai.

C'est aussi l'espérance du Maghreb qui est brisée. Une première conférence maghrébine était prévue en octobre 1956 ; elle est empêchée par le coup de force militaire français de l'arraisonnement de l'avion des représentants du FLN. Cette conférence devait réunir Mohammed V qui s'est gardé de monter dans le même avion, comme s'il était le chef de l'Etat-*oumma*-parti du Maroc, H. Bourguiba, chef de l'Etat-parti tunisien destourien, sans aucun doute, ainsi que les dirigeants du FLN. Pas de doute non plus, celui-ci se pré-

sentait comme le parti unique candidat à l'Etat algérien bien qu'il ne soit qu'en gestation dans une combinaison de clientèles encore restreintes et les premiers noyaux d'appareils établis aux frontières. Pour le Maroc, l'Istiqlal n'est que second comme pour annoncer que le véritable parti unique, c'est le Palais ; l'Istiqlal n'est qu'un parti de gouvernement, et il y en a d'autres, en attendant qu'il soit divisé et ne risque plus d'être le parti-nation incarnant le mouvement national. Sa division fera place à ce qu'on appelle le pluralisme des partis qui pour exister doivent demeurer dans la gravitation du Palais.

Dans l'élan afro-asiatique depuis Bandoeng et plus précisément dans le sillage de la Conférence d'Accra des Etats africains indépendants et plus encore dans le moment fédératif pour l'arabisme de la République arabe unie, la Conférence de Tanger à la fin avril 1958 est annoncée comme la conférence du Maghreb des peuples. Or elle se déroule alors que Bourguiba et le roi du Maroc s'associent aux « bons offices » auxquels s'emploient les Etats-Unis ; le gouvernement français de F.Gaillard attend des bons offices qui ne soient pas marqués internationalement ; l'impasse vient de l'incapacité politique. Comme pour conjurer sa fin, le communiqué final de la conférence de Tanger proclame l'unité maghrébine et prévoit la création d'un Gouvernement Provisoire de la République algérienne, ce qui adviendra. La résolution propose aussi la formation d'une Assemblée consultative de trente membres comprenant dix représentants de chacune des Assemblées nationales pour la Tunisie et le Maroc et pour l'Algérie du CNRA, ce grand conseil, fort épisodique du FLN remodelé par les cooptations clientélistes. Une deuxième conférence maghrébine s'est tenue à Tunis moins de deux mois après : 15-17 juin 1958. Son résultat est modeste jusqu'à l' inanition ; elle crée un secrétariat permanent qui n'aura en tout et pour tout que deux réunions, en septembre à Tunis, en octobre 1958 à Rabat. Entre temps le 13 Mai d'Alger a promu avec De Gaulle, le retour d'exercice du nationalisme d'Etat français qui veut faire croire qu'il est encore un grand nationalisme ; à l'Afrique du Nord française se substitue l'affirmation de chacun des nationalismes d'Etat tunisien et marocain, en attendant la proclamation et la constitution de l'Etat-parti nationaliste d'Etat à outrance, non sans coups d'Etat, en Algérie.

L'avènement des nationalismes d'Etat.

Dans l'histoire immédiate, le 13 Mai est une grande parade de forfanterie nationale et coloniale qui ne peut se dispenser de l'appel à l'armée en Algérie et à De Gaulle comme grand opérateur. Explicitement, il s'agit d'une transformation du pouvoir politique qui rattrape l'impuissance parlementaire et partisane par un exécutif présidentiel. Il s'agit de pousser en avant en France comme ailleurs, la centralisation des choix politiques fusent-ils de trans-nationalisation européenne et de mondialisation des pôles de décision. Ce rattrapage de capacité politique s'efforce de remédier aux effets d'entrave d'un régime parlementaire qui était adéquat à une société bourgeoise d'évolution lente par la pesanteur des classes de petite bourgeoisie et de bourgeoisie familiale et patrimoniale, et par l'importance du monde rural. Cette petite bourgeoisie et la paysannerie qui fournit l'armée, étaient attachées à la propriété patriotique coloniale. La déperdition s'accélère, et la paysannerie touche à sa fin ; l'urbanisation enfin s'accomplit dans la précipitation des HLM et la dilatation de la construction qui déborde de partout les villes restées bourgeoisement provinciales. C'est la réalisation à retardement qui est proprement française, et non pas son inscription dans la phase des années de croissance de la production et plus

encore de la consommation, qui s'élèvent dans le monde capitaliste globalement des années 1954-56 à 1973. Mais c'est en France qu'on parle de trente glorieuses qui ne sont pas trente, pour les temps sans gloire de la guerre d'Algérie.

Cette expansion économique et cette avancée des villes et de banlieues s'effectuent avec une main d'œuvre algérienne qui passe par les hôtels-garnis, les meublés des vieux quartiers et les bidonvilles sur terrains vagues, avant d'entrer dans le logement neuf en renouvelant par la base, les classes ouvrières ou manutentionnaires dans les services mêmes. C'est cela l'intégration sociale ; il n'y aura autant dire pas de retour à l'indépendance. En Algérie française, ces indigènes ne sont que des Français musulmans tenus sous la double barrière, en fait unique, de la différence d'origine et du statut musulman. En métropole, le discours national et la langue courante qui ethnicisent et racialisent, ne peuvent reconnaître qu'ils sont français, ce qu'ils sont juridiquement et électoralement. Il est encore plus difficile de les appeler Algériens, ce qui serait une reconnaissance de nationalité. Ils continuent donc à être traités de Nord-Africains, et, de plus en plus, d'Arabes à l'heure de la guerre contre Nasser et l'arabisme, et d'un mot qui est repris au vieux mépris des Juifs immigrés, d'immigrés tout court, pour ces nouveaux métèques, et de bien d'autres termes empruntés au racisme des armées coloniales et paysannes. La qualification d'immigrés que les enfants ne sont plus, est restée une catégorie de discrimination ; et cela nous vaut maintenant des millions de Musulmans par aperception idéologique dans la peur de l'Islam, et pour bien manifester que la décolonisation n'est pas faite dans l'ancienne métropole. Le racisme colonial n'a pas disparu, fut-il euphémisé sous l'association congénitale de la différence d'origine et de culture.

La mutation économique et sociale qui bouleverse la France moyenne et encore campagnarde, appelle un redéploiement de la réalisation des profits des sociétés qui sortent du capitalisme patrimonial, provincial, hexagonal et impérial pour une part. L'investissement européen est déjà en cours par le pool charbon-acier ; la petite Europe franco-allemande et Benelux prend consistance. Déjà Robert Schuman, le pilote démocrate-chrétien, avait laissé voir pour la Tunisie que la politique coloniale était de peu d'intérêt, et que l'indépendance pouvait être utile pour aller à l'essentiel, c'est à dire au redéploiement du capital sur une nouvelle base protégée ou à protéger, un autre domaine réservé situé dans « le monde libre » et de profit plus sûr, que les colonies en soulèvement. Malgré ses propos souverainistes, le gaullisme est déjà engagé sur cette voie, par ses grands commis d'Etat et de banque notamment. C'est aussi cela la nécessité de la décolonisation.

La signification économique du 13 Mai à travers la République gaullienne est plus vaste. L'élargissement fait sortir de l'empire et de la zone franc, et surtout s'emploie à ferrailer et à se faire une place internationale par capitalisme d'Etat, par compagnies nationales quand c'est possible, ou par groupes privés sous pavillon français, dans le domaine concurrentiel des infrastructures de services et d'abord dans celui de l'exploitation pétrolière et gazière. Cette nouvelle politique française s'exerce dans le champ pétrolier accessible et déjà reconnu, qui se situe dans le monde arabe, au Moyen-Orient, -et l'Irak devient République le 14 juillet 1958 au nom de la Révolution française-, et au Sahara qui appartient encore à la carte de France. Le 13 Mai, en ce sens, prépare les accords d'Evian qui entendent faire servir l'incontournable indépendance de l'Algérie, Sahara finalement compris après avoir été longuement retenu, à un discours tiers-mondiste pour prolonger l'illusion de la grandeur de la France. Les colonies sont renvoyées aux temps de la marine

à voiles. Mais pour aboutir, il faut contourner et l'énorme brouhaha de la société coloniale sur place, qui finira dans un vertige de violence et d'exode, et ressaisir l'armée ; De Gaulle a bien besoin de son uniforme de général.

Les instruments de maîtrise politique et de reconversion de la gloire nationale doivent être mis en place pour cette autre ou plus large décolonisation. Ils appartiennent au moins à deux registres : le contrôle des ordres au sommet, et la force de frappe nucléaire pour l'armée de métier dont la rente a encore sa source dans la patrie sacrée. Les méthodes gaulliennes sont faciles à relever. Pour faire avaliser la marche à reculons vers l'indépendance de l'Algérie, De Gaulle pratique la mise en scène de l'intervention télévisée et de la conférence de presse ; pour gagner à lui la majorité dans les partis et dans l'opinion ou pour les neutraliser et marginaliser les mouvements de protestation contre la guerre, il jette le trouble par les référendums. L'approbation joue sur le ralliement patriotique républicain ; la République n'est plus seulement à gauche, par De Gaulle, la droite de tradition catholique est républicaine. La science politique ne devrait pas s'arrêter seulement aux élections, car le pouvoir est ailleurs. L'autorité de l'Etat surtout en matière coloniale et en Algérie n'a pas à se perdre dans les représentations intermédiaires ; elle s'exerce en délégation directe et par là souveraine, par les grands serviteurs missionnés. En un sens déjà, en Algérie, la présence et donc l'exercice de la puissance d'Etat encore française, est extra-territorialisée de la société coloniale, à La Reghaïa et à Rocher Noir (Boumerdès construit de toutes pièces). Mais c'est au centre de l'exécutif dans la capitale française par fonctionnement présidentiel que se prennent les décisions.

À la différence des Républiques précédentes, le Chef de l'Etat court-circuite impunément les organes parlementaires, ce qui renforce la tenue en main des corps de l'Etat, et surtout permet, le prestige gaullien aidant, d'imposer une orientation d'Etat aux grands lobbys économiques, contraindre les corporatismes retardataires et surmonter ou faire taire les groupes de pression idéologique, même quand ils se targuent d'être les familles spirituelles de la France. Pour la décolonisation de l'Algérie, il devient possible de larguer la rente de souveraineté du colonat, celle des colons agricoles qui font cultiver la vigne et le blé tendre pour l'exportation en France, sur subventions publiques. Il est moins facile de toucher à la petite rente de souveraineté, celle des fonctionnaires coloniaux et des petits blancs dont les ressources modestes relèvent du crédit public de la métropole plus que du budget propre et en déséquilibre de l'Algérie. Il n'était pas prévu que la fin de la société coloniale ouvrirait la nécessité d'un plan social pour les rapatriés ; mais au prix du « boulet colonial » et du coût de la guerre qui n'est pas que financier, le retrait devenait préférable. Prendre l'armée au piège d'un grand joujou nucléaire, était plus facile, tout en flattant l'opinion patriotique d'avoir une bombe tricolore nationale en dehors de l'OTAN. Une armée coloniale a difficile d'amener le drapeau. C'est aussi une reconversion professionnelle après le terrible recours aux contingents dans une guerre qui n'en finissait pas.

La mise en train n'est pas simple. La guerre en Algérie, si on ose dire, sert à la décolonisation de l'Afrique au sud et sur les bords du Sahara. Gaston Defferre, ministre d'outre-mer car patron pour la SFIO du domaine réservé des colonies, avait ouvert le chemin par la loi-cadre de 1956 qui généralisait un suffrage universel pour les assemblées aux divers degrés, dont les compétences étaient élargies ; on entrait dans l'africanisation de l'administration et d'une vie politique qui n'est pas sans rappeler la IIIe République. De Gaulle passera à la proclamation d'une Communauté qui n'est en rien fédérale (réferendum

du 28 septembre 1958). « Il faut permettre, explique le Chef du gouvernement préposé à la tâche, l'organisation de l'indépendance par accord, par contrat et non par rupture, et envisager construire une communauté ayant par ailleurs les qualités ou les caractéristiques d'une indépendance internationale et de l'appartenance à l'ONU. » Le terme d'interdépendance est oublié ; nous en sommes aux couleurs de l'indépendance. En 1959, le Soudan français est transformé en Mauritanie. En 1960, toutes les indépendances seront reconnues dans leur conformisme au contrat français, sauf la Guinée de Sekou Touré qui a déjà dit non à la Communauté.

Ce nationalisme gaulliste de la décolonisation sur mesure s'appuie en Tunisie et au Maroc sur le passage du mouvement national unanimiste au nationalisme d'Etat. En Tunisie, il n'est plus monarchique, mais grandit par l'exaltation de la République ; H. Bourguiba met à profit la liesse de l'indépendance pour éliminer le Bey. Mieux même, il reste le seul homme politique de la décolonisation à comprendre qu'il faut profiter de la fenêtre de temps ouverte par la joie de la nouveauté, pour desserrer le carcan du statut patriarcal musulman sur les femmes, avant le retour de prétention de magistère des oulémas et l'acquiescement par conformisme de bourgeoisie patrimoniale. Au Maroc, le Prince héritier qui prend la réalité du pouvoir, fait faire, en 1959, le travail de nationalisation par l'Etat, à commencer par l'étatisation de la Banque centrale et la reprise des organismes économiques, par un gouvernement de gauche (gouvernement Ibrahim à assise dans l'Istiqlal liée au syndicalisme de l'UMT), pour l'écarter après et mieux assurer ensuite la nationalisation privative à 51% d'intérêts privés marocains. La bourgeoisie marocaine d'affaires est liée au Palais qui fait sa chose de l'Omnium Nord Africain, le principal holding colonial, tenu par Paribas qui sait par ailleurs redistribuer ses titres. Ces consolidations nationales divergent, mais surtout marquent la fin de l'Afrique du Nord française dont il reste la guerre en Algérie.

Déjà le coup d'Etat du 13 Mai avait rendu vaine la conférence maghrébine de Tanger, et donc mis fin à un Maghreb qui succéderait à l'Afrique du Nord. L'arrivée au pouvoir de De Gaulle et son exercice du nationalisme d'Etat fait entrer dans les temps des négociations d'Etat à Etat entre la France et la Tunisie, la France et le Maroc. Les négociations aboutissent très vite avec H. Bourguiba. C'est l'accord sur Edjelé et l'évacuation du pétrole vers le port de La Skira ; certes, il reste l'occupation de Bizerte qui deviendra explosive et la source de conflit de la frontière saharienne à la Borne 233. Les deux questions de décolonisation qui demeurent, sont là : le tracé des frontières et le Sahara.

La question des frontières est déjà plus largement ouverte pour le Maroc. En novembre-décembre 1957, les postes militaires espagnols sont évacués par l'armée franquiste, au Rio de Oro et à la Saguia el Hamra, puis sont réoccupés avec le concours de l'armée française (opération Ecouvillon). C'est l'époque du bombardement de Sakhiet en Tunisie, et du glissement à sa perte de la IV^e république. La réoccupation franco-espagnole refoule vers le Nord ce qui devient l'Armée de libération marocaine du sud, par rapport à celle du Rif. C'est dans son discours de la Fête du Trône de novembre 1957 que Mohammed V en appelle à « l'intégrité territoriale du Maroc », et en même temps qu'est décidée la création de la direction du Sahara au ministère marocain de l'intérieur. Cette direction est confiée à Abdelkébir El Fassi, ce qui est un aval donné au grand nationalisme d'Allal el Fassi qui se réfère à un empire sultanien englobant le Touat et la Mauritanie qui n'a pas encore officiellement ce nom. Aux arguments des clercs d'Etat qui parlent de droit historique s'ajoutent aussitôt, ceux du droit naturel. « Les territoires sahariens sont un prolonge-

ment du Maroc ». À la fin de 1957, Mohammed V descend jusqu'à l'oasis du Mhamid où s'arrête la piste coloniale consolidée, pour recevoir l'allégeance des chefs de tribus Tecna, Reguibat et Chingiti.

Par un protocole provisoire conclu avec le GPRA de Ferhat Abbas en 1961, la question des frontières est mise en suspens. C'est vainement que le FLN, après l'échec de Melun, propose d'étudier une formule d'exploitation en commun du pétrole saharien. C'était une réplique à la volonté française de conserver l'espace saharien en réduisant l'Algérie indépendante à la partie Nord. C'était aussi une réponse maghrébine à l'existence de l'Organisation commune des régions sahariennes. (OCRS), cet organisme français de traitement séparé de la gestion des ressources sahariennes mis en place en janvier 1957, en même temps qu'était créé à Paris, un ministère du Sahara. Après l'indépendance algérienne, la mobilisation au Maroc et en Algérie, se portera aussitôt aux frontières, des deux côtés, par la « guerre des sables » de 1963. C'est l'entrée dans la garde aux frontières et la rivalité des nationalismes d'Etat. Plus que la question du statut des Européens dont le départ n'est pas prévu, c'est la question du Sahara qui tient longuement en suspens, le règlement de la guerre d'Algérie. C'est sur le Sahara ensuite et pas seulement par la passation de drapeau sur les sociétés d'exploitation pétrolière (nationalisation à 51% par la SONATRACH en 1963) que s'établissent des rapports privilégiés de coopération d'Etat à Etat ; comme on le sait maintenant, les accords d'Evian comprennent des clauses secrètes sur l'utilisation saharienne de bases d'expérimentation d'armes nucléaires et d'armes chimiques. La complicité du silence sous les présidences d'A. Ben Bella comme de H. Boumédiène entretiendra cette coopération de secret-défense jusqu'en 1978.

L'indépendance : décolonisation ou débâcle ?

Les indépendances marquent bien la décolonisation factuelle par le reflux des Français, la fuite des capitaux, le désinvestissement. Le départ des « Européens » s'effectue en deux temps. De 1955 à 1958, au Maroc, les départs sont de l'ordre de 150.000, soit près du tiers de la colonie ; les Espagnols sont restés plus volontiers que les Français. Le phénomène est quelque peu semblable en Tunisie pour les Italiens qui demeurent près de 50.000 contre 70.000 avant l'indépendance ; environ 100.000 Français, soit plus de la moitié, ont quitté la Tunisie entre 1956 et 1958. L'exode d'Algérie est précipité. Les départs massifs s'échelonnent sur trois mois. Dans le seul mois de juin 1962, ils s'élèvent à 328.000, soit au tiers de la population européenne. Deux tiers des Européens ont quitté l'Algérie sans idée de retour au printemps et à l'été 1962. Comme le mouvement s'était amorcé en 1961 avec 135.000 départs, autant dire qu'après l'indépendance, la société coloniale a disparu. La récession se poursuit en Tunisie et au Maroc.

Il faudrait ajouter les départs des Juifs d'Afrique du Nord, plus difficile à distinguer puisqu'en Algérie, il sont français et en partie naturalisés en Tunisie et au Maroc. Avant l'indépendance, on comptait quelque 200.000 Israélites au Maroc, près de 60.000 en Tunisie et 150.000 en Algérie. Le total des départs finit par dépasser les 300.000 pour ne laisser, un certain temps, que quelques milliers en Algérie et Tunisie, et une à deux dizaines de milliers au Maroc. La majorité des départs se font vers la France ; les accords conclus plus tard par Hassan II avec Israël qui finance, renforceront la part des Juifs sépharades établis dans l'Etat juif.

Ce retrait qui devient général provoque un vaste mouvement de substitution, en particulier dans l'habitat et dans les emplois. Au Maroc et en Tunisie, le glissement vers la ville accélère le rythme de l'exode rural et l'installation dans les quartiers centraux. L'urbanisation s'élargit d'un coup de 5%. Elle demeure retardée au Maroc. Dans l'Algérie de 1962, le déplacement de populations d'autant qu'elles venaient largement des villages et zones de regroupement, tient de l'irruption. Alger perd 300.000 Européens, mais gagne 400.000 Algériens. Oran est abandonnée par moitié de ses habitants qui sont remplacés, plus progressivement il est vrai. Globalement entre 1960 et 1963, les villes algériennes ont reçu plus de 800.000 nouveaux habitants.

L'abandon des postes par les Européens promeut les nationaux. L'élévation de l'emploi est limitée dans le secteur industriel car l'activité baisse ; la base ouvrière se réduit en se renouvelant. Une large substitution par des nationaux ne s'opère guère que dans les places d'encadrement et principalement dans la fonction publique. Le nombre des agents publics nationaux en Algérie est passé de 30.000 en 1955, à 300.000 en 1963 ; en Tunisie de 12.000 à 80.000 en 1955 ; les Marocains ont accédé à plus de 240.000 postes civils et militaires. Cette constitution de catégories sociales d'encadrement, faite moins de cadres économiques que de cadres administratifs et politiques, auxquels il faut ajouter l'armée, même en Tunisie, fonde le nouveau clivage social entre ceux qui appartiennent à l'Etat, et la masse de la population dans la dépendance, plus ou moins mal assistée. Le moment de grâce de l'indépendance ne peut dissimuler qu'un temps, cette mise à découvert du non-emploi et du sous-emploi ; l'émigration continue ou grandit.

Le colonat agricole, malgré des transferts de propriété, laisse pour une grande part des biens-vacants en Algérie. En Tunisie, la récupération des terres de colonisation fut assez rapide, de 1957 à 1963/64 ; le colonat a donc là aussi disparu. Au Maroc, la récupération des terres se fait attendre pour se réaliser par étapes sur le mode dominant de la privatisation par une bourgeoisie nationale et le patrimoine royal. Le repli du capital colonial a commencé bien avant le moment des indépendances ; des segments d'investissement de capital métropolitain ou international soutenus sur fonds publics, subsistent à travers la récession dominante. Cependant le recul est fort. La dissolution des sociétés marque cet autre « rapatriement », celui des capitaux. En Tunisie dans la seule année 1956, 110 sociétés sont dissoutes ; globalement les investissements privés baissent de près du tiers de leur volume de 1953 à 1956, et de plus du tiers encore en 1957. Au Maroc, 488 sociétés sont dissoutes en 1956 ; sur la base 100 en 1952, l'indice des investissements tombe à 47 en 1957 ; comme il y a des reprises ensuite, ce n'est que la moitié du capital colonial qui a disparu. Dans le cas de l'Algérie, si un lent abaissement s'exerce avant l'indépendance recouvrant des entrées par le Plan de Constantine, moins nombreuses cependant que les sorties, à l'indépendance, la désertion vaut effondrement.

La nationalisation bancaire, le contrôle des changes, le changement de monnaie viennent trop tard. Des politiques économiques qui s'improvisent, ont fort à faire pour opérer un rétablissement partiel et la remise en marche. La fin de la colonisation laisse à découvert la charge sociale par rapport à laquelle tardivement elle avait tenté quelques initiatives. Les orientations de l'indépendance, devant des urgences qui n'atteignent pas les mêmes degrés, vont répondre différemment à des problèmes voisins dits de sous-développement : autogestion et étatisation en Algérie sous le terme de socialis-

me national, dirigisme économique en Tunisie, et laisser faire de la nationalisation privative et royale au Maroc. La décolonisation marque bien la fin de l'Afrique du Nord ; la notion n'en demeure pas moins dans la direction du ministère français des Affaires étrangères, la direction du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Les rapports sont bilatéraux entre Etats, mais à l'Afrique du Nord s'est substitué un pôle majeur de relations certes bilatérales mais qui a une valeur régionale centrale, le couple politique plus même que d'intérêts, Algérie-France qui se superpose à l'espace Maghreb-Europe des diasporas migratoires.

Non sans mal, la décolonisation formelle de la souveraineté politique s'est donc réalisée en Afrique du Nord, en ouvrant carrière à des nationalismes d'Etat fort isolationnistes dans leur exaltation républicaine et d'exacerbation sécuritaire au Palais clos de Carthage, par nationalisme royal qui ne rompt pas avec l'ambition sultanienne au Maroc. En Algérie, après le rêve du national-développementalisme le relais de l'impossible Etat démiurge passe à un étatisme militaire, policier, technocratique et bureaucratique de privatisation de la rente publique et de la redistribution sociale. L'usure des nationalismes laisse avivée la demande sociale d'un bon Etat jusqu'aux retours de vigueur de l'espérance des désespérés par la purification divine.

La décolonisation économique s'est jouée dans le renouvellement des rapports de dépendance. L'Afrique du Nord française faisait grossièrement deux tiers de ses échanges avec la France métropolitaine, moins pour le protectorat du Maroc qui avait été inscrit par anticipation par l'Acte d'Algésiras (1906) dans le marché mondial sous le régime de la Porte ouverte. Présentement, chacun des Etats fait globalement deux tiers de ses échanges avec l'Union européenne qui apparaît comme le nouveau pôle de centralisation continentale des rapports de production et d'exploitation capitalistes, du partenariat des services d'infrastructure fournis en coopération, et d'usage, par la clandestinité même, des migrations de travail. Mais faute de Maghreb, chaque Etat signe séparément son rapport d'échange inégal dit de libre échange. Le Maghreb qui veut dire Occident mais d'un arabisme en état de rupture, devient sans exister réellement, le sud périphérique de l'Union européenne. L'espace imaginaire Maghreb-Europe reste le lieu de représentation, dans tous les sens du terme, et pour partie d'identification, des diasporas post-coloniales.

Le mixte colonial et en premier celui de l'Algérie algérienne, ne s'est pas réalisé, s'il ne se transpose sans être totalement décolonisé, dans l'invention des Maghrébins d'Europe. Dans les anciennes métropoles se produit le cumul réactif du nationalisme raciste et du racisme colonial qui trace la nouvelle frontière du racisme culturel de la supériorité de civilisation et d'origine de l'Europe qui se ferme à l'Est et au Sud.

La décolonisation en profondeur qui ferait disparaître la ligne de partage colonial, n'est pas faite en Europe. L'ancien type nord-africain fait encore «voir» des musulmans dans la rue ; et de parler en France de millions de Musulmans pour une pratique religieuse très faible et réduite aux jours de fêtes collectives, par delà les noyaux très visibles d'activisme islamiste et les trois mille électeurs du Conseil musulman.

Ce n'est pas un hasard si la ligne de démarcation qui est restée, est celle qui distingue des Musulmans. La colonisation est fondée sur la discrimination de statut, la division des sociétés colonisées qui ne doivent pas accéder au droit civil, sont placées sous statut confessionnel doublé inégalement d'identification ethnique non sans combinaisons de

jurisprudence coutumière et d'artificieuses recompositions culturelles. Sauf la transgression pour les Juifs d'Algérie et par l'acculturation française en Tunisie et au Maroc qui ont redoublé l'antisémitisme européen, le partage enfermait dans un communautarisme identitaire musulman qui a été retourné en mouvement national. La ligne de ségrégation coloniale disparaît factuellement par le départ des « Européens » et des Juifs, qui est un exode parce qu'il résulte d'une rupture dans la constitution même des Etats, rupture de la fin de guerre d'Algérie qui rend caduc, le statut de minorité inventé par les Accords d'Evian. Sans revenir sur le rapatriement du racisme colonial dans l'ancienne métropole et en Europe, les limites de la décolonisation se situent au Maghreb dans la définition de la nationalité-citoyenneté sur la base du statut musulman. C'est là que la colonisation a fait son œuvre qui n'est pas défaite.